

Élections fédérales allemandes 2021 – analyse et premier bilan

Redistribution des cartes au centre, débâcle pour la gauche

Les élections parlementaires en vue de désigner les membres du vingtième *Bundestag* ont marqué la fin de seize années d'Angela Merkel en tant que chancelière. Avec son gouvernement, c'est une profonde mutation du système partisan qui trouve une fin provisoire : après les Sociaux-démocrates (SPD), les Chrétiens-démocrates (CDU) et leur parti-frère bavarois, l'Union chrétienne sociale (CSU) sont aujourd'hui le dernier des grands blocs politiques populaires traditionnels à avoir du mal à franchir le seuil des 30 % et à revendiquer le premier rôle aux affaires. Le système partidaire à l'allemande s'est désormais pluralisé.

Comme il fallait s'y attendre après les récentes élections au niveau des *Länder*, Alternative für Deutschland (AfD), un parti anti-démocratique, a consolidé ses positions. Jusqu'à nouvel ordre, le système partidaire oppose aujourd'hui un camp des partis démocratiques à une force politique qui ne cesse de récuser les règles constitutionnelles pour la résolution des conflits d'intérêt politiques. Le temps que durera le « cordon sanitaire » installé autour des anti-démocrates dépendra avant tout de la CDU/CSU.

Le dernier mandat de chancelière de Merkel marque la fin d'une décennie d'hésitant « retour de l'État ». Au long des différentes crises survenues depuis 2008, l'État allemand est intervenu en autorité de sauvegarde et de protection contre les catastrophes (provoquées par l'homme), celles du marché et de la nature. La crise sanitaire a abondamment montré qu'une modernisation des institutions publiques et de l'État en tant que tel est à l'ordre du jour. La composition et le programme du nouveau gouvernement décideront de la manière dont s'engagera la transformation vers un « capitalisme vert » : en faisant pleinement confiance à un déploiement sans entraves des forces du marché, ou en comptant sur des investissements et des règles encadrés par un état démocratique modernisé. Le résultat du vote indique qu'il n'y a pas une seule voie qui aurait clairement la faveur de la population.

Il est probable que le prochain gouvernement fédéral réunisse trois, voire quatre partis (avec ou sans la CDU/CSU). Dès le soir des élections, Armin Laschet, le candidat CDU à la chancellerie, a évoqué la possibilité de nouvelles configurations telles que le « modèle autrichien » (une



coalition entre conservateurs et Verts). La fin de l'ère Merkel marquera une redistribution de l'équilibre des forces politiques en Allemagne, alors que semble s'achever la transformation vers un système « multipolaire », où trois partis engrangent de 15 à 25 % des votes et une série d'autres formations obtiennent de 5 à 10 % (sans exclure l'éventualité d'une entrée de nouveaux partis dans l'arène politique et la disparition d'anciens acteurs) – et que la fluidité et la volatilité du vote allemand n'ont pas fini de s'accroître.

La participation dans une conjoncture électorale exceptionnelle

La participation globale a été légèrement supérieure à celle de 2017, stimulée à l'évidence par un scrutin largement indécis. Le SPD, en particulier, semble avoir réussi à mobiliser un plus grand nombre de non-votants. C'est ainsi que certains bureaux de vote ont vu s'allonger les files et les temps d'attente, et ce malgré un nombre historiquement élevé de votes par correspondance.

La conjoncture dans laquelle les électeurs ont décidé de la future composition du *Bundestag* différait à bien des égards des circonstances des consultations antérieures. Une de ses particularités résidait évidemment dans la présence pandémique du coronavirus et la persistance de règles sanitaires qui ont suspendu la vie quotidienne habituelle et conduit à un isolement social accru. Après la troisième vague, le désir de stabilité et de sécurité est général en Allemagne. Un grand nombre de personnes, aspirant à un retour à la normalité, ont pu voir dans la campagne électorale un « événement lointain et hors sol », comme l'a dit Stephan Grünewald, fondateur de l'institut Rheingold.

À la pandémie se sont ajoutées une série d'autres circonstances uniques :

- La chancelière sortante ne se représentant pas, il était clair, à tout le moins en termes de personnel politique, que l'on se trouvait au début d'une période nouvelle. Un des enjeux de la consultation portait dès lors aussi sur la question de savoir quelle devait être l'ampleur de ce « nouveau début ».
- Pour la première fois, il n'y avait pas deux, mais trois candidats en lice pour le mandat de chancelier. Parmi eux, seule Annalena Baerbock, pour les Verts, venait de l'opposition, les deux autres candidats, Olaf Scholz et Armin Laschet, représentant la coalition qui a gouverné l'Allemagne ces huit dernières années.
- Pendant les semaines précédant le scrutin, aucun parti ne se trouvait clairement en tête. Pour la première fois depuis 2005, il a été impossible de prédire le vainqueur avec quelque certitude – c'est un vrai changement dans la mécanique des partis.



- Pour la première fois dans l'après-guerre, une coalition tripartite était considérée comme le résultat le plus probable du scrutin. Quatre coalitions tripartites, déjà expérimentées dans les *Länder*, semblaient possibles.
- Devant la multitude des options, le principal enjeu des élections avait changé de nature : elles porteraient avant tout sur la composition du *Bundestag*, et non du futur gouvernement, après quoi il appartiendrait aux partis et aux groupes parlementaires de décider qui gouvernerait le pays. Cette situation met en évidence un aspect de la démocratie parlementaire que le Président de la République allemande a déjà tenu à souligner après les dernières élections : les partis ont l'obligation de former un gouvernement à l'issue du scrutin.

Redistribution des cartes au centre

Les Chrétiens-démocrates et leur allié bavarois ont enregistré le pire résultat de leur histoire. Alors que la CDU est tombée à moins de 20 % (18,9 % exactement), la CSU a peiné à passer le seuil électoral lui permettant d'être présente au parlement (5,2 %) ; globalement, l'alliance chrétienne s'est inclinée devant le SPD pour la première fois depuis 2002. D'une part, la CDU/CSU a présenté un candidat à la chancellerie incapable de faire l'unanimité au sein de son bloc ; de l'autre, elle a, au cours des derniers mois et années, perdu beaucoup d'estime dans l'électorat quant à sa compétence en matière politique.

Son résultat dans les urnes a toutefois été meilleur que ne le laissaient prévoir les sondages, sans doute en raison d'une mobilisation de leur électorat de base, effrayé à la perspective d'un « basculement vers la gauche ». L'ayant empêché, la direction du parti a revendiqué la victoire le soir des élections. Ce qu'elle a cependant omis de préciser est que pour former une majorité parlementaire afin de contrer un gouvernement de centre-gauche dirigé par le SPD et associant les Verts et DIE LINKE (« La Gauche »), la CDU devrait compter sur le soutien de députés de l'AfD. En creux dans le message produit le soir des élections, il y avait donc cette idée : s'il s'agit de s'opposer aux « rouges », la CDU/CSU pourra alors aller jusqu'à coopérer avec l'AfD.

La CDU/CSU pourrait conserver le poste de chancelier si elle parvient à trouver des accords avec les Verts et le Parti libéral-démocrate (FDP) en vue de la formation d'un gouvernement. Le retour à la chancellerie s'impose aussi pour maîtriser les conflits internes de la CDU/CSU, qui n'ont cessé de se manifester publiquement depuis les dernières élections législatives fédérales, suffisamment en tout cas pour à tout le moins retarder la poursuite de son déclin. Dans l'opposition, en effet, un conflit ouvert sur les orientations stratégiques à adopter par ce bloc deviendrait inévitable.



Le SPD est le gagnant de ces élections. Olaf Scholz peut prétendre à un mandat de chancelier et tenter de former une majorité gouvernementale. Comparé aux trois scrutins législatifs précédents, ce qui frappe dans ce succès sont la constance et l'union du parti dans la mise en œuvre de sa stratégie électorale. Dans les *Länder* de l'Est, le SPD devance clairement la CDU. Il obtient son meilleur résultat dans le Brandebourg, avec 29,5 % des voix. Il est le deuxième parti, derrière l'AfD, en Thuringe avec 23,4 % et en Saxe avec 19,3 %.

Le SPD a adopté d'emblée une stratégie électorale affirmée et combative, maintenue contre toutes les prédictions de défaite et de ridicule public. En annonçant la candidature d'Olaf Scholz au poste de chancelier il y a plus d'un an, le SPD se trouvait loin derrière la CDU/CSU et les Verts dans les sondages. Beaucoup se demandaient pourquoi le parti avait besoin d'un candidat-chancelier, si ce n'est pour des raisons d'ego ? Avec qui Scholz pourrait-il bien former un gouvernement ? Mais le SPD était alors le seul parti à comprendre ce qu'allait signifier le retrait d'Angela Merkel. Comme [je l'écrivais en septembre 2020](#), « si le SPD veut progresser en voix et occuper le poste de chancelier, il devra convaincre des électeurs de voter pour Scholz au lieu de voter pour la CDU. »

Le fait que les élections se soient déroulées sur fond d'autres crises que celle du coronavirus – inondations catastrophiques, feux de forêt, retrait d'Afghanistan – peut avoir renforcé l'élan qui a porté le « quasi-titulaire ». Politiquement, Olaf Scholz a misé sur une reconquête des partisans sociaux-démocrates de Merkel grâce à trois thèmes à la fois concrets et susceptibles de servir de réceptacle à des projections de tout ordre : « respect » et « dignité » pour ceux qui travaillent dur, une hausse significative du salaire minimum accompagnée d'une augmentation modérée de l'impôt pour les personnes qui « gagnent autant que moi, ou plus », ainsi qu'une politique industrielle respectueuse du climat.

Ce qu'un chancelier SPD peut réaliser, et dans quelle configuration politique, de même que ce que sont les intérêts et objectifs « réellement » défendus et poursuivis par Olaf Scholz, tout cela peut prêter à discussion. Ce qui est indiscutable en revanche est qu'il a réussi à donner au SPD ce dont celui-ci avait le plus urgemment besoin après une longue phase de déclin : l'image d'un parti capable de gagner à nouveau et de prendre des décisions stratégiques. Il reste à voir combien de temps durera cette embellie une fois passé le scrutin.

Quant aux Verts, ils sont en droit de célébrer un succès électoral historique – le meilleur qu'ils aient jamais obtenu dans un scrutin fédéral –, même s'il reste nettement en deçà des attentes nourries par les excellents résultats du parti dans les sondages jusqu'au début de l'été. Tout semble indiquer qu'ils participeront au prochain gouvernement fédéral – où ils pourraient avoir



maille à partir avec un Christian Lindner (FDP) au poste de ministre des Finances : en effet, ce fervent défenseur du « schwarze Null » (un budget fédéral à l'équilibre) a de surcroît une conception radicalement opposée à la leur pour ce qui concerne le rôle de l'État dans la vie publique.

Si les Verts ont longtemps frisé des sommets dans les sondages, on sait cependant d'expérience qu'à mesure que la date du scrutin approche, les électeurs sont plus nombreux à se demander s'ils adhèrent vraiment aux changements préconisés par les Verts et à la manière qu'ils prévoient pour les réaliser. Avec leur image de parti de l'environnement et du climat, les Verts ont su plusieurs fois nourrir et infléchir l'opinion, pour voir toutefois l'adhésion à leurs idées s'étioler une fois venu le moment de s'engager concrètement en faveur de leurs politiques. S'il faut en croire les sondages, ce sont les électeurs plus âgés, et non les jeunes, qui tendent à préférer après tout une transition moins rigoureuse vers un capitalisme vert sous la houlette de la CDU ou du SPD.

Les sondages indiquent qu'une majorité franche de la population est ouverte au changement en matière de politique climatique – certes à des degrés divers. Ce qui en revanche domine et dérange est le sentiment qu'en tant que consommateurs et citoyens, ils seraient seuls à devoir prendre des responsabilités afin d'éviter la catastrophe climatique. Tous partis confondus, le discours porte depuis des décennies sur la responsabilisation individuelle dans un grand nombre de domaines. La crainte d'être entraîné dans une spirale d'obligations trop lourdes par suite des options politiques des Verts a conduit un grand nombre d'électeurs dont les opinions politiques sont peu ou prou en faveur de la défense du climat et de l'écologie à donner leur voix à un autre parti.

Consolidation à droite, débâcle à gauche

DIE LINKE a connu un résultat désastreux. Loin de son objectif : un résultat électoral à deux chiffres en pourcentage et une participation gouvernementale, le parti a obtenu un score de 4,9 %, en deçà du seuil électoral, et a perdu plus de 2 millions de voix, soit pratiquement la moitié de son électorat de 2017. Ici encore, environ la moitié des voix perdues sont allées à ses deux partenaires de coalition de choix, le SPD et les Verts, selon les premières estimations de l'institut Infratest dimap. Toutefois, comme le parti a su défendre trois mandats directs à Leipzig (Sören Pellmann) et à Berlin (Gesine Löttsch et Gregor Gysi), la clause de sauvegarde dite *Grundmandatsklausel* lui permettra tout de même siéger au *Bundestag* en tant que groupe, avec des droits parlementaires probablement réduits. Le scénario du pire absolu a ainsi été évité de justesse.



Dans les cinq *Länder* de l'Est, DIE LINKE n'a obtenu un résultat à deux chiffres en pourcentage qu'en Thuringe (11,4 %) et en Mecklembourg-Poméranie-Occidentale (11,1 %). Au Brandebourg, avec 8,5 %, il se fait même dépasser par les Verts (à 9,0 %). Le score moyen pour l'ensemble des cinq *Länder* a été un maigre 9,8 %.

De vigoureux débats internes sont à prévoir quant à la direction à prendre par le parti dans le futur. Pour l'observateur superficiel, le résultat électoral décevant peut s'expliquer par des raisons de faiblesse tactique. Pourtant, cette tactique électorale déficiente n'est que la conséquence de problèmes plus profonds et de faiblesses persistantes au niveau stratégique. Comme la CDU, la pandémie a empêché DIE LINKE de changer son leadership à temps avant les élections. De ce fait, la nouvelle direction du parti n'a guère eu le temps d'imprimer sa propre marque et de se distinguer de façon positive.

Depuis la chute du gouvernement minoritaire de Hannelore Kraft en Rhénanie du Nord-Westphalie et l'échec consécutif de DIE LINKE aux élections parlementaires du *Land* en 2012, le parti est en devoir d'élaborer une stratégie digne de ce nom. Les stratégies concernent des horizons temporels à moyen terme ou davantage, c'est-à-dire des durées qui vont au-delà d'une seule législature. Elles contiennent des engagements électoraux programmatiques basés sur des principes politiques généraux et normatifs, des réponses à des questions concernant le rôle à assigner à la maximisation des votes et/ou au pouvoir de négociation politique, ainsi qu'une évaluation de la possibilité de réalisation des promesses électorales en fonction du rapport de forces entre les différents partis. Ces considérations ne manquent sans doute pas chez DIE LINKE – bien au contraire. Ce qui manque en revanche est un centre stratégique capable de rallier les militants autour d'une stratégie qui leur mettrait en mesure de convaincre les électeurs d'adhérer au programme du parti. C'est la tâche que la direction du parti aura à mener à bien au cours des deux prochaines années : reconnaître et corriger les « erreurs des dernières années » et « redévelopper le parti », comme l'a affirmé Susanne Hennig-Wellsow, coprésidente de DIE LINKE, le soir des élections.

Le FDP entre au nouveau *Bundestag* fort d'un solide résultat à deux chiffres de pourcentage. Le FDP doit une nouvelle fois sa victoire à une campagne centrée sur son leader Christian Lindner. Il est frappant de constater que beaucoup d'électeurs, en particulier des électeurs jeunes (et hommes) accordent à ce parti de grandes compétences en matière de « numérisation ». Dans le même temps, une petite « aile » sociale-libérale a émergé au cours des dernières années en opposition à une conception de l'État et de la liberté promue par Christian Lindner, qui voit l'État comme un monstre bureaucratique qu'il s'agit de refréner et de dompter.



Le FDP a réussi à se présenter comme un défenseur des droits civils et un critique modéré des mesures anti-coronavirus. Ce faisant, le parti s'est engagé dans un difficile exercice d'équilibre entre une défense libérale-démocratique des droits civils et un mépris libertarien de l'État, qui considère toute activité étatique comme une menace pour les libertés du cow-boy de la libre économie de marché. Mais avant tout, le FDP de Lindner a profité de la faiblesse de la CDU/CSU et de la position de force du SPD : la CDU/CSU ne semble plus être en situation de désigner le chancelier dans le cadre d'une alliance entre deux partis (avec les Verts), alors que le SPD a progressé suffisamment pour être en mesure de décider du poste de chancelier au sein d'une alliance tripartite. Dans les deux cas, le FDP peut jouer un rôle central : en s'alliant aux Verts, il pourrait faire d'Armin Laschet le chancelier et prévenir ainsi un « gouvernement de gauche » conduit par Olaf Scholz. Voici longtemps que le parti de la libre économie de marché n'a pas eu une telle importance à la veille d'élections. Lindner a amplifié cette importance par ses ambitions appuyées pour le poste de ministre des Finances. En 2021, mieux vaut gouverner mal que ne pas gouverner du tout.

En dépit d'un certain tassement, l'AfD siègera au *Bundestag* pour la deuxième fois, sans probablement y être encore le principal parti d'opposition (à moins que le SPD et la CDU forment à nouveau une coalition). En Thuringe, où le parti est dirigé par Björn Höcke, un extrémiste de droite notoire, l'AfD est devenu le premier parti, avec 24 % des voix (et 5 sièges directs) ; il en est de même en Saxe, où il a obtenu 24,6 % des voix (et 10 mandats directs). Dans les trois autres *Länder* de l'Est, ses résultats se situent entre 18 % et 19,6 %.

Les résultats de l'AfD aux législatives fédérales – ainsi que ses résultats électoraux dans les *Länder*, qui lui ont permis de conserver une présence, fût-elle légèrement réduite, dans les parlements régionaux – montrent que cette formation s'installe durablement dans le paysage des partis et qu'elle a réussi à s'attacher un électorat de base. Dans beaucoup de régions du pays, la constitution de cet électorat semble liée à la formation d'un milieu politique spécifique qui, en se détachant du flux des informations partagées par l'ensemble de la société et du débat public, a créé ses propres canaux d'information, ses propres certitudes et sa propre réalité. À l'issue des élections au *Bundestag*, le parti devra décider de son évolution future : se muer en parti parlementaire et chercher à rejoindre un bloc conservateur, ou continuer en tant que mouvement et d'exploiter toute nouvelle protestation contre les politiques de l'État comme une occasion de radicalisation et de lutte anti-démocratique.



Quelles étaient les principales préoccupations des électeurs ?

Le jour du scrutin, pour interroger les électeurs sur ce qui les « préoccupait beaucoup », on leur a présenté un ensemble de thèmes qui correspondaient dans une large mesure aux clivages entre partis politiques : l'inquiétude concernant la venue en Allemagne d'étrangers en trop grand nombre était partagée par les partisans du FDP et de l'AfD ; la crainte d'une influence trop grande de l'Islam était majoritairement présente chez des électeurs AfD et dans une moindre mesure chez des votants FDP et CDU/CSU, ainsi que chez certains électeurs SPD. Les préoccupations relatives aux conditions de vie se retrouvaient essentiellement chez les électeurs AfD, de même qu'une inquiétude devant une Allemagne perçue comme subissant trop de changements. Les craintes liées aux conséquences du changement climatique étaient uniment partagées par un éventail de votants allant de DIE LINKE à la CDU, restaient présentes chez les votants FDP, mais étaient absentes chez l'électorat AfD.

En dépit de tous les débats sur les fractures sociales, l'écart croissant entre riches et pauvres et les menaces pesant sur l'existence d'un centre politique à orientation sociale, une majorité d'électeurs estimait que les choses en Allemagne sont « plus équitables » qu'elles ne sont inéquitables. Cette opinion est celle de plus de deux tiers des partisans de la CDU/CSU, des Verts et du FDP, ainsi que d'une courte majorité de votants SPD. Seuls les partisans de DIE LINKE et de l'AfD ont une vision radicalement différente de la situation. Qu'il soit emmené par le SPD ou la CDU, ce futur gouvernement fédéral serait dès lors soutenu par un électorat qui estime que l'ordre social existant est « plutôt équitable ».

Le tableau est différent lorsque les choses sont abordées sous l'angle de la distribution de la richesse (économique). Pour ce thème, 77 % de toutes les personnes interrogées estiment que la richesse n'est pas distribuée équitablement, dans une fourchette allant de 57 % des votants CDU/CSU et 96 % des votants DIE LINKE. Comment se fait-il que seuls 45 % de toutes les personnes interrogées (ou 19 % des votants CDU/CSU) estiment que somme toute les choses sont plutôt inéquitables en Allemagne, alors que dans le même temps, 77 % (et 57 % des votants CDU/CSU) affirment que la richesse est distribuée de façon inéquitable ? Une distribution inéquitable de la richesse ne semble pas forcément remettre en cause l'idée que l'ordre social dans son ensemble peut néanmoins être juste (et donc légitime).

Ces contradictions apparentes dans les idées et opinions de la population générale se prolongent dans les réponses données par les personnes interrogées lorsqu'on leur demande si elles aimeraient voir « certaines corrections de cap » (51 %), un « changement fondamental » (40 %), ou si elles voudraient « que les choses restent pour l'essentiel ce qu'elles sont » (6 %)



pour ce qui est de l'avenir du pays. Alors que les répondants sont 21 % de plus à souhaiter un « changement fondamental » par rapport à 2017, cette proportion est en gros la même qu'en 1998 et en 2009, mais moindre qu'en 2005. Le désir d'un changement fondamental est aujourd'hui fortement polarisé selon des clivages politiques : deux tiers ou plus des partisans de DIE LINKE, des Verts et de l'AfD souhaitent un tel changement, contre une minorité seulement des votants des autres partis.

Mais peut-être ne faut-il pas chercher les raisons des décisions de vote dans de tels points de vue, préoccupations et souhaits. Selon Infratest, 48 % des électeurs ayant voté SPD déclarent qu'ils ne l'auraient pas fait en l'absence d'Olaf Scholz. Cette donnée correspond grosso modo aux chiffres des sondages fin 2020/début 2021.

Et maintenant ?

Quels que soient les partis qui formeront le prochain gouvernement allemand, celui-ci devra s'attaquer de front à une série de questions de politique soigneusement passées sous silence pendant la campagne électorale :

- Réfugiés et migration : l'immigration de travailleurs (qualifiés), leur intégration et leur statut juridique vont s'imposer sur l'agenda politique étant donné la pyramide des âges de la population active du pays, la présence des immigrés sur le marché du travail et une politique de réfugiés aujourd'hui non résolue.
- La démocratie en tant que mode de vie : la rudesse croissante de la vie politique ordinaire et les menaces adressées aux responsables politiques locaux, allant jusqu'aux appels au meurtre et aux tentatives d'assassinat, menacent la possibilité de résolution démocratique des conflits au sein de la société et, associés aux bulles de communication identitaires, poussent aux exclusions réciproques plutôt que de favoriser la recherche de compromis. Le principe délibératif et démocratique selon lequel l'autre partie pourrait elle aussi avoir raison est de moins en moins partagé, en même temps que l'on abandonne la base du débat démocratique, à savoir la reconnaissance d'une réalité commune.
- L'avenir des régimes de retraite et le financement de l'État social : la génération des baby-boomers commence seulement à arriver à l'âge de la retraite. En lien avec la numérisation croissante du monde du travail, d'une part, et de la politique climatique de l'autre, les conflits entre horizons temporels – « l'aujourd'hui / l'après-demain » – sont appelés à s'aiguiser. En d'autres termes : il faudra, au cours des dix années à venir,



convaincre de plus en plus de citoyens d'adhérer à des projets politiques dont ils ne verront pas les fruits au cours de leur vie.

- L'Europe et l'UE en tant que cadre d'action : alors qu'en fait personne ne doute que des tâches centrales concernant des thématiques telles que les réfugiés et la migration, la politique énergétique et climatique ou les infrastructures publiques (notamment numériques) ne peuvent être traitées que dans un cadre européen, on n'en a pas moins évité d'évoquer pendant la campagne électorale des questions essentielles liées au futur développement de l'Union européenne (communauté d'investissements, union de transfert, politique européenne en matière de négociations collectives, etc.).
- La politique étrangère de l'Allemagne : le débat sur les enseignements à tirer de la guerre menée par l'OTAN en Afghanistan, sous mandat des Nations unies et avec la participation de l'Allemagne, a été reporté à plus tard, alors qu'il est patent que les États-Unis, sous la présidence de Joe Biden, maintiendront le changement d'attitude vis-à-vis de l'OTAN initié sous la présidence de Barack Obama et durci sous celle de Donald Trump. Quelle en sont les implications pour le rôle de l'Allemagne dans le monde et pour les lignes stratégiques d'une politique étrangère européenne ?

Le futur gouvernement aura à assumer la tâche de mettre en chantier, en quatre ans, des initiatives majeures et ayant un impact massif sur les conditions de vie des citoyens au cours des 20 ou 30 années à venir, voire au-delà. Même s'il s'attelle résolument à cette tâche, rien ne porte à croire que le rapport de force politique pourra se stabiliser dans un contexte de transformations accélérées. Il se peut dès lors parfaitement que ce prochain exécutif soit seulement un gouvernement de transition.

Horst Kahrs est chargé de recherche en analyse des classes et des structures sociales à l'Institut d'analyse sociale critique de la Fondation Rosa Luxemburg à Berlin.

Ce texte a été publié initialement en allemand par la Rosa-Luxemburg-Stiftung Berlin et traduit en anglais par Loren Balhorn.

Version allemande : www.rosalux.de/publikation/id/45055/die-wahl-zum-20-deutschen-bundestag

Version anglaise : www.rosalux.de/en/publication/id/45055

